



Membres de la coalition des opposants à un projet minier en Haute-Matavanie, Saint-Michel-des-Saints, Québec. Photo: Ugo Lapointe

## Points forts des réalisations de l'année 2020

### *Campagnes internationales – Tenir le gouvernement et l'industrie responsable des abus dans le secteur minier à l'étranger*

#### **Soutenir les Autochtones Ifugao aux Philippines**

À Nueva Vizcaya, aux Philippines, le peuple autochtone Ifugao s'oppose depuis le début à la mine Didipio d'OceanaGold. Lorsque le permis d'exploitation de la mine n'a pas été renouvelé à la mi-2019, la communauté a organisé un blocus pacifique pour empêcher OceanaGold de poursuivre ses opérations. Après neuf mois, et parmi des mesures hygiéniques de précaution contre la COVID-19, le blocus a été violemment dispersé par la police en avril 2020 pour permettre aux camions-citernes d'entrer sur le site minier. Nous avons préparé une déclaration de solidarité avec des partenaires philippins, qui a été signée par plus de 190 organisations des Philippines et du monde entier, condamnant la violence policière et appelant le président à annuler purement et simplement la demande de renouvellement du permis d'OceanaGold, sur la base du bilan atroce du projet en matière d'environnement et de droits de la personne. La mine reste fermée.

#### **Dénoncer les irrégularités entourant la consultation au Guatemala**

Deux années se sont écoulées depuis que la Cour constitutionnelle du Guatemala a confirmé la suspension de la mine d'Escobal et ordonné au ministère de l'Énergie et des Mines de consulter le peuple Xinka. Jusqu'à présent, le processus a été marqué par des illégalités et de la discrimination à l'encontre des Xinka. Dans le cadre de nos efforts de solidarité, nous avons coordonné une délégation

constituée de 11 représentants autochtones et canadiens au Guatemala chargée de visiter les camps de résistance pacifique, de rencontrer le Parlement Xinka et de faire part de nos préoccupations à l'ambassade du Canada.

Puis, nous avons organisé un séminaire virtuel et, dans la période précédant l'AGA de l'entreprise, nous avons mené une campagne de rédaction de lettres à laquelle ont participé plus de 7 000 sympathisants, remettant en cause l'achat par la société d'un projet qui a violé les droits du peuple Xinka et exigeant que l'entreprise respecte leur autodétermination. Nous avons également diffusé de courts messages vidéos de membres de la communauté.

#### **Protéger les sources d'eau contre l'exploitation minière en Équateur**

Le projet Loma Larga d'INV Metals inquiète depuis longtemps les habitants du sud de l'Équateur. Lorsque la société a actualisé son étude de faisabilité, nous en avons fait une analyse, que nous avons partagée par l'entremise de conférences de presse et d'un séminaire virtuel en mai 2020. En outre, les principales conclusions ont été distribuées dans les écoles agroécologiques de la région de Cuenca et par Yasunidos Cuenca. Sur la base des nouveaux résultats, Yasunidos et le Conseil de l'eau de Cuenca, ainsi que d'autres organisations, ont fait pression pour que soit organisée une consultation populaire pour protéger cinq rivières importantes de la municipalité contre l'exploitation industrielle des métaux.

## **L'efficacité de la réglementation au Canada – La nécessité de règlements qui protègent les personnes et l'environnement**

En août 2020, INV Metals a annoncé qu'elle avait terminé l'Étude d'impact environnemental (ÉIE) du projet et qu'elle la soumettait au ministère de l'Environnement et de l'Eau pour examen et commentaires. Elle ne l'a toutefois pas rendu public. Nous avons soutenu nos partenaires en Équateur pour tenter d'obtenir l'accès à l'ÉIE, en rédigeant une lettre signée conjointement par des organisations internationales et une lettre signée individuellement accompagnée d'un blitz de médias sociaux qui posait la question : « INV Metals, que cachez-vous? »

### **Faire pression sur une entreprise pour qu'elle respecte la communauté et ses engagements dans une mine au Mexique**

En septembre 2020, l'Ejido de Carrizalillo a fermé la mine Los Filos d'Equinox Gold à Guerrero, au Mexique, après deux mois de tentatives de dialogue infructueuses pour remédier aux traitements racistes et discriminatoires, ainsi qu'aux violations de son accord de coopération sociale. Au lieu de déployer de véritables efforts pour entamer des pourparlers pour s'entendre avec la communauté, la société a eu recours à la provocation et aux menaces, et poursuit même l'Ejido devant un tribunal mexicain.

### **Exiger le respect des droits des Autochtones en Équateur**

Le peuple Shuar Arutam a formellement rejeté le projet Warintza de Solaris Resources dans le sud de l'Équateur et a déclaré Warintza une aire protégée. Néanmoins, l'entreprise s'est engagée dans une série d'actions qui contreviennent aux principes inhérents à un processus de consentement préalable, libre et éclairé. Solaris a présenté les résultats d'un prétendu « processus de consultation préalable » auquel deux communautés auraient soi-disant participé. En septembre 2020, la société a publié un communiqué de presse annonçant la signature d'entente sur les répercussions et les avantages avec les mêmes communautés.

En collaboration avec Amazon Watch, nous avons mené une campagne de rédaction de lettres autour de la conférence de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (ACPE) qui se tenait à Toronto en mars 2020. La lettre, signée par plus de 450 personnes et 40 organisations, condamne le processus de

## **Amorcer un mouvement – Défendre une cause commune**

### **Réduire l'empreinte environnementale : énergie verte et transition technologique**

En 2020, le gouvernement du Québec a lancé le Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025 visant à soutenir l'exploitation des minéraux « critiques et stratégiques » au Québec, ainsi que leur production et leur recyclage. Nous avons coordonné une lettre ouverte et une réponse conjointe exhortant le Québec à prioriser les plans qui réduiront à la fois les gaz à effet de serre (GES) et l'empreinte environnementale de l'utilisation des ressources naturelles. Nous avons spécifiquement demandé au Québec 1) d'investir dans le recyclage et l'économie circulaire des métaux et minéraux utilisés dans les transports et de s'attaquer à la croissance insoutenable du nombre de véhicules sur nos routes, 2) de servir de modèle lorsqu'il s'agit de combler les lacunes des lois existantes, notamment en veillant à ce que tous les nouveaux projets miniers fassent l'objet d'une évaluation environnementale et 3) de réformer la Loi sur les mines désuète et d'élargir les critères applicables aux territoires incompatibles avec l'activité minière afin de respecter les droits des citoyens et des Autochtones.

### **Modernisation des lois sur les mines en Colombie-Britannique**

En 2019, nous avons collaboré avec des partenaires en Colombie-Britannique pour créer le B.C. Mining Law Reform Network afin de favoriser l'actualisation des lois et des pratiques minières. En 2020, nos travaux de sensibilisation incluaient un atelier de renforcement des capacités sur la pollution de l'eau dans les mines et une fiche d'information soulignant la nécessité de moderniser la Mineral Tenure Act, de mettre en œuvre le principe du « pollueur-payeur » et de protéger les eaux et les communautés de la Colombie-Britannique.

Pendant les élections provinciales de 2020, nous avons publié une enquête qui a révélé un fort soutien du public pour réformer l'exploitation minière et créer de nouvelles aires protégées. Nous avons également développé et promu une vidéo et une pétition en ligne exhortant le gouvernement nouvellement élu à respecter son engagement à mettre en œuvre le principe du pollueur-payeur. En outre, nous avons soutenu la promotion de nouvelles cartes faisant ressortir les menaces de pollution de l'eau par les mines à la grandeur de la Colombie-Britannique, ainsi que les efforts de partenaires tels que le dépôt d'un avis juridique sur l'aggravation de la pollution dans le ruisseau Peterson de Kamloops, un appel à une étude complète d'impact environnemental du Projet d'expansion de la mine Castle de Teck et des plans pour nettoyer la mine abandonnée Tulsequah Chief.

consultation illégitime de l'entreprise sur le projet Warintza et exprime son soutien à la position du peuple Shuar Arutam visant à protéger ses territoires de l'exploitation minière.

### **Soutenir le « Premier territoire libre de mines » du Chili**

En avril 2020, juste au moment où la pandémie de COVID-19 s'installait, la Commission d'évaluation environnementale de Valparaíso, au Chili, a approuvé un nouveau programme de forage par Vizcachitas Holding, une filiale de la société minière canadienne de Los Andes Copper, dans la municipalité régionale de Putaendo, sans participation citoyenne. En partenariat avec l'organisation sociale Putaendo Resiste et des alliés canadiens, nous avons organisé le webinaire « Putaendo: premier territoire libre de mines » du Chili, dans le cadre duquel des résident(e)s ont expliqué comment l'entreprise viole l'autodétermination des habitants de Putaendo et provoque des dommages environnementaux dans une région déjà vulnérable en raison d'une terrible sécheresse. En guise de suivi, nous avons promu une campagne de rédaction de lettres pour demander que l'ambassade du Canada au Chili retire son soutien diplomatique à Los Andes Copper et fasse une déclaration publique rejetant la conduite de l'entreprise.

### **Lancement d'une action en justice contre Barrick Gold au Royaume-Uni**

En 2011, la mine d'or de North Mara est devenue très connue pour ses actes brutaux d'usage excessif de la force par les agents de sécurité de la mine contre la population Kuria. En 2015, Barrick a réglé à l'amiable une action en justice au nom des victimes de violences commises par les agents de sécurité de la mine. Mines Alerte Canada a passé six ans à documenter plus d'une centaine de cas d'actes violents commis par les agents de sécurité de la mine, notamment des cas de femmes qu'ils ont violées. Ce travail a mené à une nouvelle action en justice qui a été intentée en février 2020 par sept demandeurs initiaux alléguant des abus commis par les forces de sécurité de la mine, y compris la police locale.

### **Améliorer l'accès aux services techniques pour prévenir les impacts de l'exploitation minière**

Trouver des experts indépendants appropriés est un besoin crucial pour plusieurs communautés confrontées à de nouveaux projets miniers ou vivant à proximité de mines en activité ou fermées. Nous travaillons à la création de la base de données « Find An Independent Mining Expert » (FAIME), un répertoire en ligne d'experts mondiaux disponibles pour fournir des services techniques aux communautés affectées par l'exploitation minière et aux organisations travaillant en leur nom. En 2020, des conseillers autochtones se sont joints au Comité consultatif et ont contribué à l'élaboration de la vision et des valeurs qui sous-tendent la base de données, ainsi qu'à une entente de cogestion collaborative, entre autres. La version initiale de la base de données FAIME sera officiellement lancée et partagée entre les organisations qui ont signé l'accord de cogestion en 2021.

### **Soulever les risques sociaux, environnementaux et financiers de l'exploitation minière au Québec**

Au début de l'année 2020, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement du Québec (BAPE) a tenu des consultations sur le projet minier de graphite Matawinie de Nouveau Monde Graphite, situé à Saint-Michel-des-Saints, à 150 km au nord de Montréal. En préparation de ces audiences, nous avons commandé deux rapports d'experts qui identifient une douzaine de lacunes et de risques importants dans les évaluations du promoteur. De plus, nous avons déposé un mémoire conjoint avec Québec Meilleure Mine et une alerte aux investisseurs qui soulignent l'absence de licence sociale, les menaces pesant sur une zone touristique et écologiquement sensible et les déficiences de l'étude de faisabilité.

Bien que la société ait signé un accord de pré-développement avec le Conseil des Atikamekw de Manawan, elle n'a pas encore signé d'entente sur les répercussions et les avantages de la mine elle-même. Toute l'année, nous avons soutenu publiquement la Nation Atikamekw dans son appel au gouvernement du Québec pour qu'il respecte son obligation constitutionnelle de consulter comme il se doit et de bonne foi avant d'autoriser le projet.

Les membres de la communauté sont particulièrement préoccupés par la gestion des déchets miniers et la qualité de l'eau. La rivière Matawak (Matawinie) est un passage culturellement important entre ce qu'on appelle aujourd'hui le fleuve Saint-Laurent, la rivière Saint-Maurice et la rivière Rouge.

## Communications et défense des intérêts – Passer le mot, renforcer la crédibilité, assurer la pertinence

### Protéger les lacs contre les déchets miniers au Québec

La proposition de Champion Iron en ce qui concerne l'expansion de la mine du lac Bloom envisage la destruction de sept lacs, ce qui pourrait être évité en remblayant les puits à ciel ouvert, comme l'exige la Loi sur les mines du Québec, ce qui réduirait également le risque de défaillance catastrophique des digues à résidus. En juillet, nous avons coordonné une réponse publique exhortant le gouvernement du Québec à demander à l'entreprise de remblayer les résidus grossiers excédentaires dans les puits. Nous avons également publié une lettre conjointe demandant que le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) examine le projet. En préparation des audiences, nous avons soutenu nos partenaires alors qu'ils commandaient une analyse technique et un avis juridique, qui démontrent clairement que le gouvernement québécois dispose de tous les pouvoirs légaux pour interdire la destruction des milieux naturels et pour exiger des solutions de rechange. Cet effort concerté a permis de mieux faire connaître les lacunes de la réglementation visant à protéger les lacs et les rivières contre les déchets miniers au Québec, et a amené l'entreprise à soumettre des scénarios de remblayage.

### Mise en évidence du lien entre la pandémie de COVID-19 et l'exploitation minière

La pandémie de COVID-19 a un impact dévastateur à travers le monde sur tous les aspects de la vie. Mais, loin de faire preuve de prudence, le secteur minier profite de la crise pour réaliser des gains de diverses manières. En juin 2020, nous avons publié un rapport conjoint avec un consortium d'alliés internationaux intitulé : « Voices from the Ground: How the Global Mining Industry is Profiting from the COVID-19 Pandemic » sur ces questions. À l'occasion de la publication du rapport, nous avons mené une campagne internationale qui a recueilli plus de 300 signatures d'organisations du monde entier condamnant le comportement des entreprises et des gouvernements pendant la pandémie. Nous avons également soutenu des efforts de mobilisation locale et des actions urgentes pour les communautés et les mineurs touchés par la pandémie en Argentine, en Équateur, au Guatemala et au Pérou.

### Prévision des impacts de l'exploitation des nodules dans l'océan Pacifique

En partenariat avec la campagne Deep Sea Mining, nous avons publié un rapport intitulé « Predicting the Impacts of Mining Deep Sea Polymetallic Nodules in the Pacific Ocean », qui analyse plus de 250 articles scientifiques et autres pour explorer ce que l'on sait, et ce qu'on ne sait pas, sur les risques de l'exploitation des nodules pour les habitats, les espèces, les écosystèmes de l'océan Pacifique et les personnes qui en dépendent.

L'examen conclut que l'exploitation des nodules polymétalliques en eaux profondes dans le Pacifique aura des effets graves et durables sur les fonds marins et les espèces qu'ils abritent. Les impacts potentiels sur la pêche, les communautés et la santé sont méconnus et présentent donc des risques énormes. L'étude constate également que la relation des insulaires du Pacifique avec l'océan n'est pas bien intégrée dans les discussions sur l'exploitation des nodules, que les répercussions sociales et culturelles n'ont pas encore été étudiées de manière significative et que les avantages sociaux et économiques sont discutables.

### Élaborer des normes en matière de gestion des résidus pour mettre fin au désastre des déchets miniers

Alors que le Conseil international des mines et des métaux (CIMM), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et les Principes pour l'investissement responsable s'approprièrent à dévoiler la première norme industrielle mondiale sur la gestion des résidus, nous avons collaboré avec Earthworks et plus de 142 scientifiques, groupes communautaires et organisations non gouvernementales à l'élaboration des Safety First Guidelines for Responsible Tailings Management, un ensemble de 16 lignes directrices pour un stockage plus sûr des déchets miniers. Celles-ci visent à protéger les communautés, les travailleurs et l'environnement contre les risques posés par des milliers d'installations de stockage de déchets miniers, dont les défaillances sont plus fréquentes et les conséquences plus graves. Nous avons aussi coorganisé un webinaire pour présenter publiquement les lignes directrices et mesurer comment la Colombie-Britannique se classe par rapport à ces directives.

En outre, nous avons coordonné une réponse à la Norme internationale pour l'industrie arguant qu'elle ne va pas assez loin pour protéger adéquatement les travailleurs, les communautés et les écosystèmes contre les défaillances futures des déchets miniers. En collaboration avec Earthworks, nous avons publié une « carte de pointage », soulignant le fait qu'en plus de ses lacunes techniques spécifiques, la norme industrielle est volontaire et principalement basée sur la gestion, et non sur la performance, sans mécanismes de mise en œuvre ou d'application, et sans conséquences ou pénalités si les entreprises ne la respectent pas.

### Partager l'information, sensibiliser et relier les gens entre eux...

Nos adeptes des médias sociaux, les visiteurs de notre site Web et nos listes de diffusion ont tous été très actifs. Les chiffres, ainsi que d'excellentes interactions, les retweets et « les partages » n'ont cessé de croître avec près de 16 600 adeptes de Twitter (et plus d'un million « d'impressions » de tweets), près de 8 500 sympathisants sur Facebook et un total de près de 140 000 pages vues sur le site Web à la fin de l'année.

### Membres en 2020

1. L'Alliance de la Fonction publique du Canada
2. Alternatives North
3. Ami(e)s de la Terre
4. Bathurst Sustainable Development
5. Canadian Environmental Law Association (CELA)
6. Développement et Paix
7. L'Église Unie de Canada
8. Femmes autochtones du Québec
9. Fonds de justice sociale de Unifor
10. Fonds humanitaire des Métallos
11. Friends of the Stikine Society
12. Inter Pares
13. Kairos - initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice
14. Mixedwood Forest Society
15. La Nation Innu
16. Nature Canada
17. Northwatch
18. Polaris Institute
19. Rivers Without Borders
20. Sierra Club of Canada
21. Société pour la nature et les parcs (SNAP)
22. Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
23. Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO)
24. Watershed Sentinel Educational Society
25. Yukon Conservation Society (YCS)

### Conseil d'administration en 2020

Co-Président(e)s : Jean Symes, Ottawa, Ontario  
Donna Ashamock, Moose Factory, Ontario

Trésorier : Ian Thomson, Ottawa, Ontario

Secrétaire : Esperanza Moreno, Gatineau, Québec

Directeurs : Justin Connidis, Kingston, Ontario  
Tracy Glynn, Fredericton, New Brunswick  
Tara Lamothe, Victoria, British Columbia  
Isabelle Ménard, Montréal, Québec  
Ramona Nicholas, Fredericton, New Brunswick  
Elysia Petrone Reitberger, Thunder Bay, Ontario  
Verna Power, Lake Babine, British Columbia  
Hilu Tagoona, Baker Lake, Nunavut

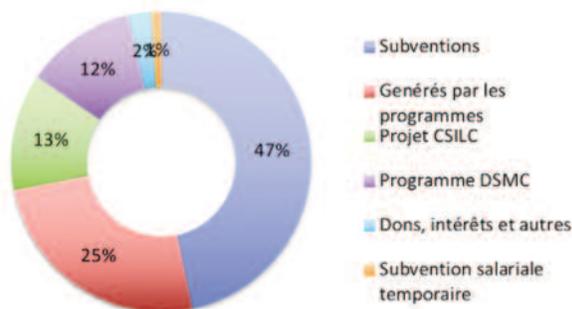
### Le personnel en 2020

- Jamie Kneen, coordonnateur aux communications et à la sensibilisation
- Ugo Lapointe, coordonnateur du programme canadien
- Catherine Coumans, coordonnatrice à la recherche
- Diana Martin, coordonnatrice au développement des ressources et à l'administration
- Kirsten Francescone, coordonnatrice du programme d'Amérique Latine

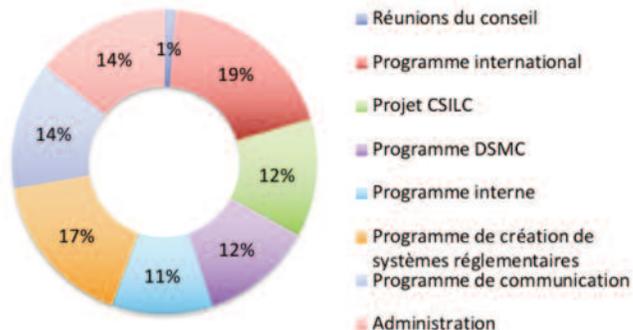
**MININGWATCH CANADA / MINES ALERTE CANADA**  
**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019
<b>ACTIFS À COURT TERME</b>		
Encaisse	664 899 \$	188 842 \$
Investissements à court terme	118 062	116 922
Débiteurs	63 189	75 786
À recevoir de Canary Research Institute	79 393	84 822
Remises gouvernementales à recevoir	-	11 729
Frais payés d'avance	2 198	5 633
	927 741	483 734
<b>IMMOBILISATIONS</b>		
	1 345	-
	929 086 \$	483 734 \$
<b>PASSIFS À COURT TERME</b>		
Créditeurs et charges à payer	165 473 \$	44 053 \$
Remises gouvernementales à payer	10 882	-
Revenu reporté	440 781	121 646
	617 136	165 699
<b>INCITATIONS À LA LOCATION REPORTÉS</b>		
	-	1 580
	617 136	167 279
<b>ACTIFS NETS</b>		
Fonds de réserve - intérieurement affectés	202 000	197 000
Fonds de défense juridique - intérieurement affectés	25 000	25 000
Actifs nets non affectés	84 950	94 455
	311 950	316 455
	929 086 \$	483 734 \$

**Revenus**  
**893 463 \$**



**Dépenses**  
**897 968 \$**



(S'il vous plaît noter que les états financiers vérifiés sont disponibles séparément.)

**L'organisation remercie pour leur soutien les organisations suivantes :**

The 11th Hour Project of The Schmidt Family Foundation  
 Alliance de la Fonction publique du Canada  
 British Columbia Government and Service Employees Union  
 Boreal Songbird Initiative  
 Center for Science in Public Participation  
 Echo Foundation  
 L'Église Unie du Canada  
 Fidelity Gift Fund  
 Le fonds de justice sociale d'Unifor  
 Le fonds du Primat pour le secours et le développement mondial  
 Le fonds humanitaire des Métales Inc.

Ford Foundation  
 Inter Pares  
 The J.W. McConnell Family Foundation  
 The McLean Foundation  
 National Union of Public and General Employees  
 Pacific Asia Resource Center  
 Patagonia Environmental Grants Fund of Tides Foundation  
 Syndicat canadien de la fonction publique  
 Tikva Grassroots Empowerment Fund of Tides Foundation  
 Western Organization of Resource Councils Education Project

Édifice City Centre, Suite 508, 250 Avenue City Centre  
 Ottawa, Ontario, Canada K1R 6K7

+1 (613) 569-3439 – info@miningwatch.ca – www.miningwatch.ca – @miningwatch